

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **La relance à la sauce Sarkozy : de l'esbroufe**

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Est-il vraiment étonnant que Sarko et sa clique nous vendent de l'esbroufe au lieu d'un véritable plan de relance ?** Devedjan ministre de la relance ! Faut il vraiment en rire ? Cette clique qui sabre nos droits au travail, démantèle la sécu, exonère les plus riches et les entreprises d'impôts, sucre aux chômeurs leurs droits, faut-il vraiment compter sur eux pour redresser l'économie ? La relance. Au moins les choses sont dites. Les libéraux sont bien impuissants face à la crise. Depuis 20 ans qu'ils nous font vivre une cure de rigueur, qu'il ne faut surtout pas augmenter les dépenses de l'Etat, qu'il faut baisser les salaires, les « charges sociales », c'est à dire les cotisations qui financent la sécu, et voilà que leur cure nous propulse dans la crise. Et par miracle, ce qu'ils rejettent depuis toujours devient finalement la seule solution : la relance.

**Mais à quoi sert « un plan de relance » ?** Comme son nom l'indique, il s'agit d'augmenter l'activité économique, la production et la consommation, par l'intervention de l'Etat dans l'économie. Il faut donc commencer par cibler le problème avant d'agir. Et celui ci apparaît assez clairement : les Français n'ont plus les moyens de consommer. C'est donc le fameux problème du pouvoir d'achat. Comment y remédier pour justement relancer l'économie ? Il n'y a pas 36 solutions. On peut nous dire qu'il faut travailler le Dimanche, mais il ne faut pas être un expert en économie pour voir que ce n'est que fumisterie. Non, il n'y a qu'une solution, il faut augmenter les salaires, massivement.

**Le seul argument des libéraux** face à cette politique, c'est le risque d'inflation. Or, avec la crise, ce risque est quasi-nul, car l'inflation apparaît en cas de surchauffe de l'économie. On en est loin. Alors, la seule parade pour le gouvernement : ne surtout jamais aborder le sujet.

**La relance, c'est aussi le renforcement des services publics**, et non leur privatisation, c'est la création de nouveaux services publics, c'est l'augmentation du nombre de fonctionnaires (il y en a besoin : professeurs, personnel hospitalier...) et non leur baisse drastique qui conduit à l'étouffement des services publics. Bref, c'est tout ce que ne fait pas le gouvernement.

**Mais certains objecteront que tout cela à un coût.** C'est vrai, mais ce n'est pas vraiment ça le problème. Toute relance à un coût. Mais il ne s'agit pas d'un ménage qui consomme. Ce coût est un investissement.

**Quand l'Etat augmente les salaires des fonctionnaires** par exemple, ces salariés dépensent ce nouveau salaire. Il devient alors le revenu d'un autre agent économique qui lui même dépense ce nouveau salaire, etc. C'est le principe du fameux multiplicateur d'investissement de Keynes. Au final, si les revenus augmentent et que cela à un effet positif sur la croissance, il y a moins de chômeurs (donc moins de coûts pour l'Etat), et plus de revenus de l'impôt. L'équilibre budgétaire de l'Etat revient alors avec le temps, mais l'intervention de l'Etat aura relancé l'économie.

**Ce plan de relance est loin, très loin de pouvoir relancer l'économie.** De toute façon, pour que ce plan fonctionne, il faut changer de cap politique : reconsidérer les services publics, le travail des fonctionnaires, augmenter l'ensemble des salaires.

**Bref, pour une vraie relance, il faut une vraie gauche au pouvoir.** C'est donc maintenant que PS et MJS doivent être offensifs, il ne faut pas critiquer ce plan uniquement sur le plan des dépenses et du déséquilibre budgétaire qu'il provoque, mais au contraire il faut critiquer le manque d'ampleur de ce plan, et le manque de cohérence entre un plan de relance et des politiques libérales.

**David Torres, 32**